

# Ouverture du sommet mondial sur la société de l'information

Genève accueille à partir du mercredi 10 décembre le premier sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). De nombreuses personnalités sont attendues, notamment celles issues de pays pauvres ou en voie de développement afin de défendre l'idée d'un fonds permettant de financer les nouvelles technologies dans ces pays. Un objectif encore lointain.

Il s'agit de savoir s'il faut créer un Fonds spécial pour financer les efforts de réduction de la « fracture numérique » Nord-Sud. Les pays en développement, notamment africains, le réclament mais les Occidentaux sont réticents. En bref, personne n'est prêt à payer. Une initiative pourrait néanmoins être favorisée, celle des centres multimédias communautaires. Soutenue par l'Unesco, ce plan vise à équiper les villages en technologies de l'information. Vingt centres existent et l'Unesco espère en créer 50 grâce à des financements obtenus lors de ce sommet. L'autre volet de ce salon concerne la liberté d'expression, le rôle des médias, la régulation de l'internet, le respect de la propriété intellectuelle.. Mais ces questions ont été réglées par des formules vagues et des solutions d'attente. **Les USA contre une régulation onusienne** Ainsi un 'groupe de travail' de l'Onu sera chargé de déterminer d'ici 2005 s'il convient de créer une nouvelle autorité de contrôle technique de la Toile. Une vision rejetée en bloc par les Etats-Unis qui préfèrent voir des organismes semi-publics prendre en charge cette régulation. En attendant, l'organisation mondiale des adresses internet (ICANN, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), basée en Californie, reste en place, ce qui satisfait les Etats-Unis. En conclusion, cette grand messe des technologies de l'information risque une fois de plus d'accoucher d'une souris en termes de réelles décisions et d'actions concrètes à destination des pays pauvres.